



Conseil de sécurité

Distr. générale
22 janvier 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 22 janvier 2021, adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris au sujet de la lettre datée du 12 janvier 2021 que vous a adressée le Représentant permanent du régime israélien auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2021/33](#)) et dans laquelle un certain nombre d'affirmations sans fondement ont une fois de plus été formulées contre la République islamique d'Iran.

La diffusion d'informations fallacieuses et d'accusations infondées contre des acteurs régionaux, notamment dans le cadre d'une campagne « iranophone » de désinformation généralisée et systématique, est une pratique courante du régime israélien. L'objectif principal de ces tentatives n'est autre que de camoufler les politiques déstabilisatrices et les pratiques criminelles auxquelles se livre ce régime dans une région aussi instable que le Moyen-Orient.

Néanmoins, aucune campagne de diffamation à l'égard d'autres acteurs ne peut détourner l'attention de la brutalité, des crimes et de l'illégalité des actes du régime israélien, qui a notamment : mené plus de 15 guerres dans la région au cours des sept dernières décennies ; commis des actes d'agression contre tous ses voisins sans exception ; envahi d'autres pays de la région et au-delà ; poursuivi son occupation illégale de la Palestine et de certaines parties de la Syrie et du Liban ; imposé depuis plus de dix ans un blocus inhumain sur la bande de Gaza ; construit et étendu des colonies de peuplement ; érigé une barrière de séparation illégale dans le cadre de ses politiques racistes ; violé des centaines de résolutions des organes des Nations Unies, dont un grand nombre de résolutions contraignantes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions [1559 \(2004\)](#), [1701 \(2006\)](#) et [2334 \(2016\)](#) ; assassiné plusieurs scientifiques iraniens spécialisés dans le nucléaire ; mené de nombreuses autres activités subversives et déstabilisatrices ainsi que des activités destinées à créer la division dans la région, qui ont de lourdes conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

De même, il suffit de se pencher sur les pratiques du régime israélien dans le domaine des armements pour se rendre compte à quel point elles sont destructrices et déstabilisatrices. Au nombre de ces pratiques figurent l'accumulation massive d'armes classiques parmi les plus sophistiquées, la mise au point et le stockage d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive et la conduite d'activités nucléaires clandestines dans des installations nucléaires non soumises aux garanties. Le régime israélien refuse également d'adhérer aux instruments internationaux juridiquement contraignants interdisant les armes de destruction massive et entrave



tous les efforts faits par la communauté internationale pour créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, comme l'Iran l'avait proposé en 1974.

Au vu des menaces répétées que le régime israélien brandit contre mon pays, y compris la récente provocation faite par son ministre de la défense qui a déclaré « se réserver une option militaire », et qui s'inscrivent en violation flagrante du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité doit contraindre ce régime à mettre un terme à ces menaces illégales, ainsi qu'à son aventurisme militaire et à toutes ses politiques et pratiques déstabilisatrices dans la région. Toutefois et conformément à son droit naturel de légitime défense, la République islamique d'Iran est déterminée à protéger son peuple et ses intérêts vitaux, et à répondre avec fermeté à tout recours à la menace ou à l'emploi la force contre sa sécurité, sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Mon pays rejette catégoriquement les accusations infondées faites contre lui dans la lettre susmentionnée, ainsi que celles formulées par le représentant du régime israélien lors de la réunion du Conseil de sécurité tenue le 26 octobre 2020 (voir [S/2020/1055](#)).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Majid **Takht Ravanchi**
